

Grand Conseil

Le parlement veut adapter l'impôt auto aux enjeux environnementaux. MCG et UDC veulent seulement le réduire de moitié. Le peuple statuera.

Rachad Armanios

Le Grand Conseil a accepté jeudi de revoir l'imposition des véhicules en prenant mieux en compte le principe du pollueur-payeur. Une majorité a ainsi dit oui au contreprojet à l'initiative de l'UDC «Pour la réduction de l'impôt sur les véhicules», soutenue par le MCG. La population tranchera dans les urnes.

Les initiants, déplorant les obstacles mis à la voiture au nom du développement des infrastructures pour la mobilité douce, souhaitent réduire de moitié cet impôt, qui serait «le plus cher de Suisse» - ce qu'a contesté le socialiste Thomas Wenger.

Neutralité fiscale

Mais le parlement a refusé en septembre dernier l'initiative et confié à la Commission fiscale le soin d'élaborer un contreprojet. En effet, une majorité ne veut pas en rester au système actuel, basé sur la puissance du véhicule, qui ne prend que partiellement en compte son caractère polluant ou non, et n'est donc pas adapté à l'urgence climatique. L'imposition actuelle n'est pas non plus adaptée à la décarbonation progressive du parc automobile en faveur des voitures électriques.

«L'initiative vise bêtement à simplement réduire l'impôt par deux sans s'interroger sur la pertinence du système actuel, commente le socialiste Grégoire Ca-

L'impôt sur les véhicules sera tranché dans les urnes



Dans son contreprojet à une initiative UDC, le Grand Conseil souhaite revoir l'imposition des véhicules en prenant mieux en compte le principe du pollueur-payeur. KEYSTONE

rasso. Le contreprojet, lui, est particulièrement incitatif pour les véhicules électriques et hybrides», affirme-t-il.

Pour les véhicules de tourisme, le contreprojet propose une taxe de base de 120 francs et un impôt supplémentaire tenant compte du poids en ce qui concerne les véhicules électriques, et des émissions de CO₂ concernant les thermiques. Pour les deux-roues motorisés et pour les voitures de livraison, le système basé respectivement sur la

puissance et sur le poids est reconduit, avec l'introduction d'un bonus de 50% pour les véhicules électriques.

La commission a visé une neutralité fiscale: l'impôt continuera d'apporter environ 100 millions de francs aux caisses publiques. À noter que l'exonération durant les trois ans suivant la mise en circulation du véhicule électrique serait supprimée. Par exemple, une Fiat Panda, taxée aujourd'hui 220 fr. 50, le serait pour 313 fr. 75. Une VW Golf passerait de

396 fr. 50 à 220 fr. 50. Une Tesla Model 3 de 1287 fr. 25 à 320 francs. Ou encore un van, le Seat Alhambra, passerait de 594 fr. 75 à 1069 fr. 50.

Pour le MCG Sandro Pistis, «les embouteillages se multiplient, circuler devient impossible, les places se raréfient, les automobilistes sont taxés de façon excessive. Et le contreprojet ne nous a pas convaincus.» Cette nouvelle taxation, toujours excessive selon lui, ne respecterait pas le principe de complémentarité des trans-

ports. Pour l'UDC Christo Ivanov, le contreprojet n'est «qu'un écran de fumée».

Sébastien Desfayes (Le Centre), lui, salue l'esprit de consensus du contreprojet versus une initiative «d'un autre temps et qui va à l'encontre des engagements de réduction des émissions de CO₂». Le Vert Pierre Eckert insiste: «Le système de bonus-malus actuel ne correspond plus à l'évolution technologique.» Il regrette toutefois la diminution d'impôt pour certains véhicules, dont des SUV.

Au contraire, le PLR Yves Zweifel, qui loue la simplicité du contreprojet, se réjouit que certains véhicules de luxe soient moins taxés.

«La population en a marre de se faire saigner, le contreprojet aurait dû proposer une baisse d'impôt!» rétorque, en vain, l'UDC Stéphane Florey.

Pierre Maudet, le nouveau magistrat chargé «des Mobilités», salue «la modernisation de l'impôt auto par le biais du contreprojet en phase avec [leurs] objectifs environnementaux». Selon lui, il permettra de freiner l'expansion démesurée de véhicules puissants.

Le contreprojet est accepté par 73 oui et 25 non (UDC et MCG). La population sera donc amenée à trancher entre celui-ci et l'initiative.

Transition vers le solaire

Une autre initiative, celle des Verts libéraux «Pour une transition rapide vers le solaire», propose l'obligation d'équiper de

panneaux photovoltaïques l'ensemble des constructions (toits et façades) adaptées à la production d'énergie solaire d'ici à 2030-2035. L'initiative a été renvoyée en commission, après que plusieurs intervenants ont plaidé pour y proposer l'élaboration d'un contreprojet permettant de prioriser les surfaces les plus prometteuses, notamment en zone industrielle.

«L'Initiative piétonne: pour un canton qui marche», des Verts, a aussi été renvoyée en commission. Elle vise un maillage d'aménagements pour piétons spécifiques, continus et directs sur tout le territoire. «On est tous en premier lieu piétons», a commenté le conseiller d'État Antonio Rodgers, qui ne souhaite pas l'élaboration d'un contreprojet.

Par ailleurs, à l'heure de mettre sous presse, le Grand Conseil s'apprêtait à refuser l'initiative pour étendre les droits démocratiques des étrangers.

Celle-ci propose d'accorder aux étrangers résidant à Genève depuis huit ans au moins le droit de vote et d'éligibilité aux niveaux cantonal et communal.

Pour le socialiste Romain de Sainte Marie, «40% des habitants n'ont pas le droit de vote. C'est trop pour parler d'une réelle démocratie.» Mais pour le PLR Jean-Pierre Pasquier, ces droits doivent rester liés à l'octroi de la nationalité: «Le passeport suisse n'est pas une carte Cumulus, il n'est pas bradé, il est une reconnaissance à l'appartenance à notre pays.»

L'Afrique occupe une place de choix au Congrès mondial du commerce

Économie

Plongée à mi-parcours dans la grand-messe des chambres de commerce, organisée pour la première fois par Genève, à Palexpo.

Christophe Eken a plusieurs casquettes. Il représente les chambres africaines francophones mais aussi celle du Cameroun, son pays. Dans le cadre du 13^e Congrès mondial des chambres de commerce, organisé à Genève, il vient faire du «compagnonnage» pour développer l'économie francophone.

La Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones (CPC-CAF), dont Christophe Eken est le président, a été créée en 1973. Objectif: conjuguer les synergies des zones où l'on parle français, ce qui représente au niveau mondial quelque 130 chambres réparties dans 32 pays, dont 22 en Afrique. Sur ce continent, elles sont une centaine à avoir fait le voyage à Genève.

Favoriser «le couplage»

«Il s'agit de développer la chaîne de valeurs francophones par des synergies de coopération, explique Christophe Eken. Comme l'a fait l'Union européenne avec son projet Archipelago qui a financé la formation de 10'500 jeunes dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest (Mauritanie, Côte d'Ivoire, Sénégal et Mali) pour un montant de 15 millions d'euros.»

Avec la Suisse, le Canada, la France et la Belgique, ces quatre



Christophe Eken, président de la Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones, entend faire du «compagnonnage» au Congrès mondial des chambres de commerce pour développer l'économie francophone.

«têtes de pont», comme les nomme notre interlocuteur, une convention a récemment été signée au Québec. Avec la volonté de favoriser «le couplage» pour créer une chaîne de valeurs francophones.

Une entreprise du nord pourra ainsi apporter son expé-

rience et son expertise à un pays africain, par exemple en matière agricole.

«Garder nos jeunes»

«Malheureusement avec le temps, les relations entre les pays francophones se sont dégradées, ils ont fait trop de place aux mul-

tionales», déplore Christophe Eken. Le couplage devrait permettre d'adapter les formations, pour qu'elles soient plus utiles: «Les pays africains sont souvent assis sur des réserves d'or, il faut former les jeunes à extraire de l'or, plutôt que de leur apprendre l'astrologie.»

Et que souhaite cet hôte camerounais pour son propre pays? «C'est un pays très riche et il est important d'intégrer et de former les jeunes, afin qu'ils ne partent pas en Europe.»

Il verrait bien la Suisse les aider, en mettant en place un coaching. Sera-t-il entendu par

Vincent Subilia? À voir. En attendant, le directeur de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève est aux anges. C'est la première fois que le canton organise un tel événement et le succès est au rendez-vous: 1500 participants en provenance de 130 pays prennent part à ce grand raout international.

«Les pays africains sont souvent assis sur des réserves d'or, il faut former les jeunes à extraire de l'or, plutôt que de leur apprendre l'astrologie.»

Christophe Eken Président de la Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones

Sans oublier les 160 orateurs, et pas des moindres: le conseiller fédéral Guy Parmelin ainsi que le patron du Forum économique mondial (WEF), Klaus Schwab. «Nous avons de la chance, il ne s'exprime jamais en dehors du WEF», s'enthousiasme Vincent Subilia. À ses dires, le congrès est vraiment utile. Et des affaires, il s'en fait, selon le directeur: «C'est la meilleure manière de garantir la paix. Si l'on entretient des liens commerciaux, on ne peut pas être belliqueux.»

Judith Monfrini